

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Des recommandations à mettre en œuvre

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le forum national d'information et de sensibilisation sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui s'est tenu à Libreville du 26 au 27 février 2020, a mis en relief les défis et les opportunités de cette zone pour le Gabon. Ce forum a été organisé par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), en partenariat avec le ministère gabonais du Commerce et l'appui financier de la Commission de l'Union européenne.

Son objectif, informer, sensibiliser et discuter des implications de la Zlecaf sur l'économie du Gabon; donner une grille de lecture aux représentants des secteurs public et privé, de la société civile et des universitaires

sur les enjeux, les défis, les avantages et les éléments clés d'une stratégie nationale de sa mise en œuvre, pour un repositionnement de notre économie.

Au terme des travaux, les participants ont formulé les recommandations à l'endroit de l'État, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement sur les thématiques susmentionnées, afin que la Zlecaf soit porteuse d'un changement tangible, inclusif et durable pour notre pays. Notamment en termes de développement de l'offre exportable et diversification du marché d'exportation des biens et services, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans le commerce intra-africain et réduction de l'impact environnemental de la Zlecaf.



Le panel lors de la clôture du forum sur la Zlecaf.

Maurel et Prom découvre du pétrole non commercial

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

La compagnie pétrolière Maurel & Prom a annoncé l'achèvement au Gabon des activités de forage du puits d'exploration Kama-1, sur la licence Kari, dans le sud du pays, rapporte l'agence Ecofin.

Le puits a rencontré plusieurs séries d'indices d'huile entre 1865 et 2701 mètres de profondeur, dans la formation de Kissenda, qui est l'objectif principal du forage. De plus, un échantillon d'huile de 35 ° API a été prélevé. La société qui comptait faire jouer à Kari un rôle de premier plan dans le développement de ses actifs, a signalé que la qualité médiocre des réservoirs ne justifie pas des tests de débit pour vérifier le caractère commercial de l'huile.



Photo: MZMI/L'Union

Et Maurel & Prom, qui contrôle exclusivement le périmètre, évaluait déjà ses chances de succès à 14 % sur Kama-1.

Quoi qu'il en soit, les travaux ont confirmé la présence d'un système pétrolier actif dans la région. Maurel & Prom tient surtout des données supplémentaires qui seront utiles pour la poursuite des activités d'exploration dans la région, en particulier pour la définition du deuxième puits du programme sur Kari.

Le projet ONE Entreprendre en bout de piste

Jean MADOUA
Libreville/Gabon

Le ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, chargé du Dialogue social, Madeleine E. Berre, et sa déléguée Gisèle Akoghet-Ndoutoume Essone, ont assisté le 25 février passé à la présentation du projet ONE Entreprendre. En présence de leurs collègues en charge des Solidarités nationales, Prisca Koho-Nlend, et des Petites et moyennes entreprises, Hugues Mbadinga Madiya.

Présenté par le directeur général de l'Office national de l'emploi (ONE), Hans Landry Ivala, ONE Entreprendre est un fonds d'aide dont l'objectif est de faciliter l'octroi de crédits aux demandeurs d'emploi orientés vers l'auto-emploi, particulièrement les personnes vulnérables atteintes d'un handicap et vivant dans la précarité.



Photo: DR

Le DG de l'ONE, Hans Landry Ivala, lors de son propos.

Cette séance de travail consistait, pour le directeur général de l'ONE, à édifier les membres du gouvernement dont les départements ministériels ont un lien direct avec le projet, afin

de recueillir leurs orientations. Pour rappel, ONE Entreprendre est une initiative qui s'inscrit dans le cadre du Contrat d'apprentissage jeunesse (CAJ), mis en place par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, en 2014, et qui vise à favoriser l'auto-emploi chez les jeunes.